



**PRÉFET  
DE LA SOMME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement des  
Hauts-de-France**

Unité départementale de la Somme  
53 rue de la Vallée  
80000 Amiens

Amiens, le 28/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 21/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG)**

35, rue Tournière  
80130 Béthencourt-Sur-Mer

Références : 2025-E30180  
Code AIOT : 0005101995

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG) implanté 35, rue Tournière 80130 Béthencourt-sur-Mer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TETARD HAUDIQUEZ GRISONI (THG)
- 35, rue Tournière 80130 Béthencourt-sur-Mer
- Code AIOT : 0005101995
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société THG conçoit et produit des éléments de robinetterie de luxe sur la commune de

Béthencourt-sur-Mer. Ces activités, autorisées depuis 1991, sont notamment réglementées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 novembre 2011.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Situation administrative du site	Arrêté Préfectoral du 24/11/2011, article 1.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
5	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 7.5.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
6	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 7.5.8	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 8.2.5	Sans objet
3	Infrastructures et installations	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 7.2.3	Sans objet
4	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	AP Complémentaire du 24/11/2011, article 7.5.2	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de la visite, l'inspection a relevé plusieurs non-conformité réglementaire. En conséquence, des justificatifs sont attendus de la part de l'exploitant concernant :

- La situation administrative du site;
- Le curage du bassin de rétention des eaux d'extinction;
- La réalisation de consignes concernant l'entretien du bassin de rétention;

- Le rapport de contrôle des poteaux incendie du site.

À défaut de transmission de ces éléments dans les délais impartis, un projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure sera proposé à Monsieur le Préfet.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative du site

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 24/11/2011, article 1.2.1			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nature des installations			
<b>Prescription contrôlée :</b>			
Rubrique	Régime	Activité	Volume
1111-2	A	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques liquides	4,0t
2565-2a	A	Revêtement métallique ou traitement de surfaces par voie électrolytique ou chimique, non visé par la rubrique 2564 Soit 5 chaînes de traitement : -Une chaîne manuelle de 7,7 m3 - Une chaîne automatique de 25,4 m3 - Une chaîne de laiton/rhodium de 1 m3 - Une chaîne de décapage de 3m3 - Une chaîne de démétallisation de 7,1 m3	44 399 l
1111-1	DC	Emploi ou stockage de substances et préparations très toxiques solides	290 kg

1131-2	D	Emploi ou stockage de substances et préparation toxiques liquides	1,642t
2552-2	DC	Fonderie de métaux et alliages non-ferreux	0,3t/j
2564	D	Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques	300l
2560-2	D	Emploi ou stockage de substances et préparation toxiques solides	180 kW
1131-1	NC	Emploi ou stockage de substances et préparation toxiques solides	500,4 kg
1172	NC	Emploi ou stockage de substances et préparation dangereux pour l'environnement-A-, très toxiques pour les organismes aquatiques	50 kg
1173	NC	Emploi ou stockage de substances et préparation dangereux pour l'environnement-B-, très toxiques pour les organismes aquatiques	18t
1432-2	NC	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides	0,18 m3

		l i q u i d e s i n f l a m m a b l e s Peintures et diluant	
1530	NC	Dépôt de papier, carton ou matériaux c o m b u s t i b l e s analogues y compris les produits finis conditionnés	400 m3
1630-B	NC	Emploi ou stockage de lessives de soude ou potasse caustique	8,2 t
2575	NC	Emploi de matières a b r a s i v e s 3 g r e n a i l l e u s e s	2 kW
2940-2	NC	Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit etc. sur support quelconque lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le "trempé" Pulvérisation de peintures solvant	1 kg/j
2940-3	NC	Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, cuisson, séchage de) s u r s u p p o r t quelconque lorsque les produits mis en œuvre sont des poudres à base de résines organiques Application de peinture poudre et cuisson	0,1 kg/j

Constats :

Certaines rubriques applicables à l'installation ont été modifiées ou supprimées :

- Rubrique 1111-1 ; 1111-2 et 1131-2 : Ces rubriques ont été supprimées depuis le 1er juin 2015 (décret n° 2014-285 du 3 mars 2014).
- Rubrique 2564 et 2565-2.a : Ces rubriques ont été modifiées par les décrets n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 et n° 2019-292 du 9 avril 2019

La demande de bénéfice d'antériorité transmise par l'exploitant en 2015 a fait l'objet d'une demande de complément de la part de l'inspection, laquelle n'a pas été complétée à ce jour. En l'état, cette demande demeure insuffisamment détaillée pour permettre d'identifier le classement actuel de l'activité (rubrique n° 4XXX de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement).

Le rapport d'inspection en date du 31/07/2023 faisait déjà mention de cette demande restée sans suite.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmettra au préfet, sous 3 mois, un dossier de porter à connaissance afin de mettre à jour l'ensemble de la situation administrative de son site.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 2 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/11/2011, article 8.2.5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant met en place une surveillance des eaux souterraines selon les dispositions suivantes :

Deux fois par an :

- Relevé du niveau piézométrique;
- Prélèvement et analyse des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de la nappe ;

Compte tenu de l'activité actuelle ou passée de l'installation :

- Analyse des paramètres pertinents susceptibles de caractériser les pollutions
- Transmission des résultats des mesures et de leurs interprétation à l'inspection des installations classées

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine de la pollution constatée ; il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté les résultats des analyses des eaux souterraines. Ces analyses sont réalisées et suivies deux fois par an, conformément à la prescription susvisée. Cependant les rapports d'analyses ne sont pas systématiquement transmis à l'inspection. L'exploitant a indiqué que les analyses du second semestre 2025 seront réalisées à la fin du mois d'octobre.</p> <p><b>Observation :</b> L'inspection a rappelé à l'exploitant, que ce dernier doit veiller à la transmission régulière de ces analyses.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Infrastructures et installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/11/2011, article 7.2.3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques et mise à la terre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations électriques et les mises à la terre sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux normes en vigueur.</p> <p>[...]</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électriques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conserve une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le Q18 établi par l'Apave en janvier 2025. Ce dernier conclut à l'absence de risque d'incendie ou d'explosion.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/11/2011, article 7.5.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens d'intervention</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation doit être équipée de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques encourus, conçus et installés conformément aux normes en vigueur, nombre suffisant et correctement répartis sur la superficie à protéger.</p> <p>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés, facilement accessibles et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p>

Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté le rapport de vérification des extincteurs, réalisé en mars 2025 par la société Triangle Incendie. Ce dernier ne présente aucune non-conformité. Lors de la visite, l'inspection a constaté, par échantillonnage, que les extincteurs étaient visibles, accessibles et en bon état apparent.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 5 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 24/11/2011, article 7.5.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Ressources en eau et en mousse

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant dispose a minima :

- deux poteaux d'incendie conformément à la norme NF S 61-213 ou équivalente piqués sur une canalisation assurant un débit minimum de 1000 litres par minutes pour une pression dynamique de 1 bar, d'un modèle incongelable comportant des raccords normalisés. Ils sont situés à moins de 200m du risque à défendre et à 5 m au plus du bord de la chaussée carrossable.

- des extincteurs en nombre suffisant et appropriés aux risques à couvrir (extincteurs portatifs de 6 kg de produit extincteur (eau; eau additivée, poudre) conformes aux normes française à raison d'un appareil pour 250 m<sup>2</sup>, la distance à parcourir de tout point pour trouver un appareil n'excédant pas 15 m), répartis sur tous le site, bien visible et toujours facilement accessibles.

- une bâche à eau de 120 m<sup>3</sup> située à l'arrière de l'usine.

[...]

- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours.

- Un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage,

Les installations sont aménagées de façon à éviter toute perte de temps ou tout incendie susceptibles de nuire à la rapidité de mise en œuvre des moyens des sapeurs-pompiers. En particulier, la présence de stockage est formellement interdite contre les façades des bâtiments.

[...]

**Constats :**

Lors de l'inspection, il a été constaté que l'exploitant dispose de quatre poteaux incendie.

L'exploitant a présenté un rapport de vérification établi par le SDIS en date du 2 octobre 2024, concluant à la conformité du débit et des équipements incendie.

Il a également présenté un devis signé le 30 juin 2025 (devis n° 11-337049) relatif au contrôle des

<p>quatre poteaux incendie, établi par Veolia Abbeville.</p> <p>Enfin, un plan des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours a été présenté lors de l'inspection, ce dernier est également affiché à proximité des réserves d'eaux du site.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>- Dès réception, l'exploitant transmettra le rapport de vérification 2025 des poteaux incendie et, le cas échéant, les mesures prises si ces poteaux ne délivrent pas le débit minimum prescrit.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 6 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 24/11/2011, article 7.5.8</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection des milieux récepteurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement étanche aux produits collectés ou un autre dispositif équivalent.</p> <p>Le volume de ce bassin est déterminé au vu de l'étude de dangers et possède une capacité d'utilisation.</p> <p>Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>Les eaux collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et, si besoin un traitement approprié.</p> <p>Les dispositifs d'obturation du réseau des eaux pluviales doivent être actionnables en toutes circonstances localement.</p> <p>Leur entretien et leur mise en œuvre sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté la présence d'un bassin de rétention équipé de séparateurs d'hydrocarbures. Cependant, il a également été observé dans ce bassin des végétaux en croissance, et nécessitant donc un entretien afin de garantir son bon fonctionnement.</p> <p>Les organes de commande manuelle sont correctement identifiés, et une consigne de manœuvre est en place.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant réalisera un curage du bassin de rétention et transmettra à l'inspection les justificatifs permettant de démontrer que le bassin de rétention est maintenu en bon état.</p> <p>L'exploitant réalisera et transmettra les consignes d'entretien du bassin de rétention.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>

Proposition de délais : 3 mois